

01/09/20

\* SUD éducation 13 a choisi de transfériser ses textes. Leurs lectures n'en est pas plus difficile, elle est juste politique parce qu'elle inclut les invisibles: les minorités de sexe et de genre.

Depuis la conférence de presse du 26 août de JM Blanquer et la publication du « dernier » protocole national du MEN, force est de constater que l'inquiétude sur les conditions de cette rentrée ne cesse de gagner les personnels des établissements scolaires, les élèves, leurs familles • « Nous sommes préparés à tout » annonçait notre ministre, mais sur le terrain, c'est plutôt l'anxiété qui règne quant à l'accueil des élèves ! •

Qui peut croire que le retour à l'école, l'enseignement à distance, l'application des protocoles d'hygiène pour ne prendre que ces exemples sont identiques à Neuilly sur Seine et dans le 3ème arrondissement de Marseille ? Certes, il est important de rappeler que le retour à l'école pour toutes et tous est une priorité, mais pas dans n'importe quelles conditions !

Dans les écoles, collèges, lycées du département, les agent-es seront ils-elles en nombre suffisant pour assurer le nettoyage des locaux ? Dans le premier degré, qui assurera le soutien aux équipes face aux familles légitimement inquiètes, face à la détection de cas de COVID 19 positifs ? Dans le second degré, les moyens en vie scolaire seront-ils à la hauteur pour permettre un encadrement serein des élèves ?

Et bien sûr, dès la journée de pré-rentrée, les remontées des collègues sont sans appel.

Pour exemple, dans notre département on constate de très grandes disparités de traitement d'un établissement à l'autre et d'une catégorie de personnel à l'autre concernant le nombre de masques distribués, des diversités de consignes pédagogiques, de possibilité de nettoyage. Les charges de travail explosent pour les AED et les AESH qui sont parfois détournés de leurs missions premières, les or-

ganisations pédagogiques dans les établissements sont laissées à la seule appréciation des directions sans concertation des personnels et tout cela sans cohérence. Aucune explication n'est donnée quant aux choix effectués.

**C'est bien l'école de Blanquer qui s'impose, sous couvert de la crise sanitaire :**

- Dangers de la généralisation de l'enseignement à distance.
- Uniformisation imposée des programmes et des pratiques pédagogiques par une course aux « apprentissages fondamentaux » et aux évaluations permanentes des élèves !
- Hiérarchisation des contenus.
- Autonomisation des établissements et renforcement des prérogatives des directions, dans le premier comme dans le second degré.
- Renforcement de la corvéabilité des personnels précaires : AESH, AED, enseignant-es contractuel-les, services civiques, enseignant-es stagiaires.

Par ailleurs, en ce qui concerne les personnels «vulnérables», nous dénonçons la dernière circulaire ministérielle qui met fin au régime d'ASA pour les collègues les plus fragiles ou en contact avec des personnes fragiles. Désormais, c'est arrêt de travail obligatoire pour tous-tes, avec bien-sûr le jour de carence remis en place depuis le 10 juillet dernier !

Ces conditions de travail difficiles dans un contexte anxiogène créent de la souffrance au travail, souffrance qui se rajoute à la souffrance que nous vivons depuis plusieurs an-

nées. Le ministère de l'EN n'a jamais pris notre souffrance au sérieux, même après le suicide de Christine Redon. Et pas plus aujourd'hui qu'hier !

En dehors des mesures sanitaires spécifiques, l'inquiétude est grande concernant la prise en charge des élèves et des personnels qui auront vécu ces derniers mois des situations complexes :

- Où sont les moyens pour une médecine professionnelle, pour une médecine scolaire digne de ce nom ?
- Où sont les moyens pour un accompagnement social des familles, des personnels qui en auraient besoin ?
- Où sont les moyens pour une réduction drastique des effectifs dans les classes ?
- Où sont les moyens pour une prise en charge des élèves en difficultés dans les écoles, collèges, lycées de notre département ?
- Où sont les moyens pour accueillir tous et toutes les élèves en situation de handicap dans nos établissements ?
- Où sont les moyens pour ouvrir les places nécessaires à tous nos élèves migrantEs dans l'académie ?

SUD éducation ne cesse de le dénoncer : cette crise sanitaire n'a fait que mettre en exergue les dysfonctionnements d'une Ecole profondément inégalitaire, abîmée depuis des années par des contre-réformes que nous combattons.

Dans les Bouches du Rhône, nous n'oublions pas les baisses de moyens dans certains établissements dits « prioritaires » (en vie scolaire, en heures d'enseignement), des effectifs qui explosent dans certains lycées et dans les écoles du centre-ville de Marseille, des AESH non recrutées dans les écoles, des états de délabrement connus et reconnus dans le bâti de nos établissements...

Non, cette rentrée 2020, n'est définitivement pas comme les autres, nous avons besoin, plus que jamais, d'un plan d'urgence pour l'école

qui passera pas des moyens supplémentaires pour nous, nos élèves, et une amélioration de nos conditions de travail et de vie. Ce plan d'urgence, c'est ensemble que nous devons le défendre, pour une école laïque, gratuite, émancipatrice et écologique.

### **Nous revendiquons, dans l'urgence de cette rentrée 2020 :**

- ▶ Un allègement immédiat des effectifs dans toutes les classes.
- ▶ Le recrutement de personnels (enseignantEs et non enseignantEs) à la hauteur des besoins.
- ▶ La réquisition de locaux pour permettre l'allègement des effectifs en classe.
- ▶ Le droit pour les personnels vulnérables à la Covid à continuer à bénéficier d'une autorisation d'absence s'ils et elles en font la demande .
- ▶ Des équipements de protection individuelle (masques FFP2) et de protection collective en quantité suffisante.
- ▶ Le recrutement de personnels remplaçantEs en nombre suffisant pour permettre aux personnels vulnérables de ne pas s'exposer et pour pallier les absences.
- ▶ Le recrutement de personnels territoriaux pour permettre un nettoyage et une désinfection régulière des locaux sans surcharge de travail.
- ▶ La création de postes de personnels d'éducation dédiés à l'accompagnement et au suivi des élèves qui en ont le plus besoin.
- ▶ La suppression du jour de carence.



**@sudeducation13**